

# ***La nécessaire accélération des démarches de progrès***

---

## **Jean-Charles BOCQUET**

Directeur Général, Union des Industries de la Protection des Plantes (UIPP)

Nous venons de constater que le thème de l'agriculture verte fait consensus. Il est intéressant de voir que le propos introductif de Bruno Le Maire démarre par l'objectif consistant à produire « plus et mieux ». L'UIPP, Union des Industries de la Protection des Plantes, regroupe 19 entreprises chargées de découverte, de l'accompagnement de produits phytopharmaceutiques pour répondre à la demande de production. Pour « produire plus et mieux », le consensus est l'orientation politique, mais de quoi s'agit-il précisément ?

Il pourrait se dessiner quatre logiques de production agricole. La première est celle du *statu quo* scientifique, dans lequel la production dépendrait entièrement de la science. Ce modèle a eu cours à un moment donné. A l'opposé, il y a un scénario de rupture totale, de retour à la vieille agriculture traditionnelle, aux productions locales. Ce modèle vise à répondre aux besoins de certains citoyens. Aujourd'hui, le modèle du Grenelle consiste à respecter scrupuleusement un certain nombre de décisions. Une mesure emblématique du Grenelle porte sur l'objectif consistant à réduire de 50 % l'utilisation de produits phytopharmaceutiques en dix ans, moyennant la mise au point de méthodes alternatives, en éliminant une cinquantaine de substances actives. Nous sommes aujourd'hui convaincus que ce modèle amènerait à des impasses techniques

Enfin, il y a un quatrième modèle d'accélération des démarches de progrès. Elles ne sont pas toutes connues par les citoyens. Elles ont apporté des améliorations et continueront à le faire. Le *statu quo* scientifique et la rupture totale risquent d'entraîner une marginalisation. L'agriculture biologique doit se développer, mais elle ne répondra pas à tous les besoins nouveaux d'un point de vue alimentaire.

Le Grenelle risque de générer des impasses. Dans le domaine des légumes, la perte de solution technique contre des ravageurs risque de placer certaines filières dans une impasse. La pérennisation de l'agriculture française suppose l'accélération des démarches de progrès, qui sont imposées par la réglementation ou mises en œuvre par les acteurs.

Les démarches volontaires touchent les produits ou leur mise en œuvre. De manière classique, tout ce qui touche aux produits est pris en charge par la recherche, tout ce qui est pratique résulte de démarches collectives. Les agriculteurs doivent mettre en œuvre ces démarches de progrès avec l'accompagnement de tous les acteurs y compris les pouvoirs publics. Au niveau des substances actives, nous n'avons peut-être pas communiqué sur les progrès des profils des substances actives.

Les doses d'utilisation des produits ont diminué d'un facteur neuf, et l'un des critères qui caractérise la toxicité des produits, la DJA par exemple (Dose journalière admissible) a été augmenté d'un facteur 5. On est capable aujourd'hui grâce à la recherche de mettre au point des produits de plus en plus ciblés, qui permettent de contrôler les bioagresseurs, tout en respectant la santé de l'agriculteur, du consommateur, ainsi que l'environnement.

J'illustre ce propos par les insecticides. En analysant les familles de produits utilisées contre les bioagresseurs, c'est-à-dire les insectes, on se rend compte que les solutions de chimie classique de laboratoire ont diminué de manière significative, alors que la chimie imitative s'est simultanément développée. Autrefois, les Chinois utilisaient des fleurs de pyrethre pour protéger le riz contre le charançon. La chimie a permis de se rendre compte que les fleurs de pyrethre n'étaient pas efficaces à l'extérieur car leur principe actif était rapidement dégradé par le soleil. Grâce à la chimie, nous avons stabilisé ce principe actif et produit des pyrethrinoïdes de synthèse.

Les régulateurs de croissance d'insecte ont permis d'agir sur les chenilles qui causent d'importants dégâts. La confusion sexuelle se développe en agriculture. Enfin, les substances d'origine végétale

existent et se développent. D'une manière générale, la recherche a permis de modifier le profil de nombreux produits.

Nos adhérents ont accompli des progrès énormes en termes de formulation. Les solvants organiques ont quasiment disparu. Nous utilisons principalement des formulations sèches, par exemple les formations microgranulées qui évitent les poussières. De la même manière, les emballages évitent les fonds de bidon qui représentent potentiellement du gâchis et un risque pour l'environnement. Les goulots larges facilitent le rinçage, et permettent de transférer le produit dans le pulvérisateur de manière respectueuse pour la santé. Enfin, les outils d'aide à la décision permettent d'intervenir lorsque cela s'avère nécessaire, avec la bonne dose.

Au niveau des démarches collectives, la formation est essentielle. Nous n'avons pas attendu le Certiphyto dans les démarches de formation, qui standardisera toutes les démarches de formation pour placer tous les agriculteurs dans une démarche raisonnée d'utilisation des produits de protection des plantes. Certains adhérents se sont engagés dans des démarches visant à contribuer à la restauration de la biodiversité. Enfin, ADIVALOR, filière exemplaire en Europe, permet à la FNSEA, aux chambres d'agriculture, aux jeunes agriculteurs, aux distributeurs, aux pouvoirs publics et à l'industrie de faire en sorte que plus de 65 % des emballages de produits phytosanitaires soient collectés, gérés et éliminés selon des processus compatibles avec le respect de l'environnement. Les démarches de bassin versant sont collectives et territoriales. Elles permettent à l'ensemble des acteurs d'établir des diagnostics de pratique. Avec Arvalis, nous avons prouvé qu'il était possible d'évoluer en quatre à cinq ans d'échantillons d'eau comprenant 20 % de produits phytosanitaires à moins de 2 %. Il suffit d'accélérer ces démarches de progrès.

En conclusion, nous sommes convaincus que la réussite de ces nouveaux objectifs suppose de mettre en place des démarches collectives et territoriales. Les meilleures réussites sont celles où nous avons réussi à travailler en commun. Cependant, nous ne devons pas oublier le pas de temps de la recherche. Il faut au moins dix ans pour mettre en œuvre de nouvelles méthodes chimiques ou alternatives. Les méthodes alternatives opposent trop selon nous les méthodes qui existent aux méthodes nouvelles. Il nous semble préférable de parler de méthodes complémentaires. Afin de réussir notre challenge, il faut réussir encore plus qu'avant le retour à l'agronomie, que les approches variétales soient intégrées dans les modes de production, et que l'on combine les méthodes biologiques, culturelles et chimiques. On ne peut exclure une méthode au profit d'une autre.

Pour mesurer les progrès accomplis, il faut des indicateurs de mesure pertinents et des indicateurs socioéconomiques qui permettront de combiner les trois piliers du développement durable : l'économique, le sociétal et l'environnemental. Nous sommes convaincus que les solutions existent déjà, même si nous n'avons pas suffisamment communiqué sur ce sujet. Il faut accélérer les démarches qui ont démontré leur efficacité.

### **Michel Raison**

Je voudrais féliciter tous les intervenants, non seulement pour la qualité de leurs interventions, mais pour la manière dont ils ont dit beaucoup de choses dans le temps imparti. Je souhaiterais poser une question sur l'intervention d'Elisabeth Mercier : comment les animaux seraient-ils plus heureux en agriculture biologique qu'en agriculture non-biologique ?

### **Elisabeth Mercier**

Le mode de production biologique suppose de limiter la densité d'animaux par exploitation, et de leur offrir toutes les possibilités pour satisfaire leurs besoins physiologiques. Les animaux ont éventuellement accès à des parcours extérieurs, et circulent selon une densité minimale. Par exemple, les poules ne sont pas en cage, ce qui permet d'assurer le bien-être animal. En conclusion, les éleveurs de l'agriculture biologique s'engagent fortement pour assurer le bien-être animal, en opposition aux usages de l'élevage intensif.

### **Michel Raison**

Dans l'agriculture traditionnelle, les poules ne sont pas toujours en cage. Certaines vaches allaitantes en Saône-et-Loire ne sont pas forcément biologiques, même si elles évoluent en liberté.

### **Elisabeth Mercier**

Je n'oppose pas l'agriculture biologique à l'ensemble des autres élevages.

### **Michel Raison**

Je ne sais si les poules en cage sont heureuses ou non. Je ne me pose pas la question.

### **De la salle, un consultant horticole**

Je souhaiterais poser deux questions. Tout d'abord, je me demande si un jour, le Ministère de l'Agriculture pourrait être absorbé par le Ministère de l'environnement. Ensuite, je voudrais faire de la publicité pour le secteur horticole. Il n'y a pas que les fleurs, il y a aussi les technologies hors sol et la lutte intégrée. Nous n'utilisons plus d'insecticides, mais il y a encore des fongicides qui pourraient disparaître avec le développement des biotechnologies. D'une manière générale, il ne faut pas oublier le secteur horticole qui est le parent pauvre de l'agriculture.

### **Michel Raison**

On pourrait faire la même remarque sur le Ministère de la Santé. L'équilibre nutritionnel est essentiel pour éviter les surcharges pondérales. Le Ministère de l'Agriculture se saisit très fortement de ce dossier, ce que le Ministère de la Santé n'apprécie pas toujours très bien.

### **Dominique Barrau**

On peut faire de l'environnement par l'agriculture, mais on ne peut pas faire de l'agriculture par l'environnement. Stéphane Le Foll a parlé d'objectifs, de résultats et de moyens. La contrainte administrative pour préserver l'environnement n'est pas efficace et très mal perçue. Nous sommes d'accord pour évoluer, mais nous nous attendons à la création d'un ministère de l'alimentation plutôt qu'à l'absorption du Ministère de l'Agriculture par le Ministère de l'Environnement.

### **Jean-Charles Bocquet**

En ce qui concerne les productions horticoles, Michel Barnier, ex-Ministre de l'agriculture, constatant l'absence de solutions dans certaines productions, a créé la Commission des usages orphelins, rassemblant instituts techniques, industriels, autorités chargées de l'évaluation, de la gestion, c'est-à-dire toutes les compétences pour recenser les impasses à venir, et trouver collectivement des solutions pour mettre des solutions à disposition des producteurs ou d'autres grandes cultures. Si ces solutions existent dans d'autres pays européens, nous pourrions les étudier afin d'accélérer les réponses aux impasses techniques.

### **Bernard Blum, Directeur des Affaires Internationales, Association des industries de biocontrôle**

Ma présence est justifiée par la recherche d'une vision internationale de ce débat. Le colloque prouve que l'on se préoccupe en France de l'avenir de l'agriculture, dont la France est le premier producteur européen. Cependant, j'ai le sentiment que nous avons oublié deux aspects de l'agriculture. Tout d'abord, la communication sur la protection des plantes a été mal conduite. En effet, Jean-Charles Bocquet juge que nous avons mal communiqué en diabolisant les pesticides, dont le public ne veut plus. Cette situation a conduit le législateur à mettre en place des réglementations extrêmement contraignantes.

La Commission européenne a décidé de mettre en place des mesures très fortes publiées il y a une semaine qui obligent les états à créer une mini-révolution dans le domaine agricole. Cette réglementation entraîne la mise en place dès 2014 de la protection alternée des cultures en donnant une préférence aux méthodes alternatives. Le Japon a décidé d'évoluer à une agriculture 100 % biologique. Nous devons mettre en place des méthodes intégrées dans notre pays. La progression spectaculaire des méthodes biologiques offre des possibilités. En France on parle beaucoup, mais on agit peu, et il y a de nombreux freins au développement de cette production.

En conclusion, il faudrait tout mettre en œuvre pour faire des progrès et adapter l'information, afin de donner les moyens aux agriculteurs d'évoluer vers ces nouvelles méthodes. A ce titre, l'administration a un rôle à jouer plus important que de freiner les dossiers.

### **Jean-Charles Bocquet**

Je souhaiterais préciser que j'estime que nous n'avons pas assez, plutôt que mal communiqué.

### **Jean Gaubert**

Je ne suis pas d'accord avec vous sur ce point. Nous avons mal formé et mal informé plutôt que mal communiqué. La communication est intéressante, mais il est surtout fondamental de former les agriculteurs à la manipulation des produits. Je suis agriculteur depuis 48 ans, pour avoir commencé à 14 ans. Il a été dramatique de confier aux agriculteurs des produits dont la nocivité n'était pas connue. J'ai lavé des bidons dans la rivière car je ne savais pas que c'était dangereux. On a cru que les produits phytosanitaires libéreraient les paysans comme les produits Moulinex étaient censés libérer la femme. L'utilisation des engrais a fait oublier l'agronomie. Il faut de nouveau placer l'agronomie au centre du système agricole.

### **Michel Raison**

Cette situation n'est pas spécifique à l'agriculture. A une époque, on a oublié le fonctionnement du corps, et on a pu croire que le médicament pouvait régler les problèmes. Les conséquences n'ont pas été identiques.

### **Guy Vasseur**

La situation qui prévalait il y a 50 ans diffère radicalement de la situation actuelle. Nous sommes d'accord sur la nécessité de continuer.

### **Jean-Charles Bocquet**

Il y a une nuance importante entre information et communication. La seule difficulté provient de la capacité d'innovation. En effet, je n'ai pas beaucoup insisté sur l'aspect réglementaire. Les nouvelles données en matière de réglementation et de mise au point des produits risquent de pénaliser l'innovation, que ce soit dans le secteur chimique ou dans les méthodes alternatives. L'Europe doit dresser le bilan de ce règlement, et nous comptons sur les responsables politiques ici présents pour veiller à ce que les nouvelles mesures ne mettent pas à mal certains secteurs de production.

### **Danièle Gadeau, Association PARUS'S**

Vous disiez précédemment que Moulinex a libéré les femmes. Je confirme que les femmes ont été libérées par les produits ménagers. Ma question porte plus spécialement sur la formation. Pour faire de la lutte intégrée, il faut organiser des formations en entomologie dans les lycées. Bruno Guermonprez, des agriculteurs en bio interviennent-ils dans les lycées ? En outre, il n'y a pas de formation en toxicologie dans l'enseignement secondaire. Entendez-vous mettre en place des formations sur ce sujet ? Par ailleurs, on demande aux agriculteurs de produire toujours plus. Certains ont vu hier sur France 2 le pain que l'on jette pour produire toujours plus. Je n'ai jamais entendu aucune solution sur le gaspillage.

### **Bruno Guermonprez**

La formation continue pour les agriculteurs ne poursuit pas des objectifs techniques. En revanche, la formation d'ingénieur ne forme pas en priorité des agriculteurs, même si 10 % des ingénieurs s'installent comme exploitants agricoles. Nous poursuivons deux axes de formation. Le premier est une formation en entomologie, qui comprend un module de toxicologie. Nous avons fait le choix consistant à prétendre que nous n'allons pas enseigner l'ensemble des sujets relatifs à l'agriculture biologique. Notre projet stratégique des cinq prochaines années 2010-2015 vise à replacer les produits agronomiques au centre des décisions. En revanche, je n'ai pas de réponse sur l'évolution des référentiels.

### **Michel Raison**

Cette question a beaucoup évolué, ce qui supposerait de débattre de la nécessité d'être de niveau 4 pour s'installer comme exploitant. Pour que l'agriculture réponde à toutes les problématiques, il faut apporter un levier financier minimal. Le contenu des formations a beaucoup évolué. Je vous encourage à discuter de ce sujet avec les intervenants dans les lycées agricoles.

### **Nadine Leduc, Présidente de l'ITEIPMAI**

Ma question s'adresse plus particulièrement à Jean-Charles Bocquet. Notre filière fait partie des usages orphelins, c'est-à-dire mineurs. Que pensez-vous de l'évolution des molécules naturelles et de la défense naturelle des végétaux ? Notre filière est productrice de molécules naturelles à usage de l'alimentation animale. Cependant, derrière la réglementation, les moyens financiers pour travailler sur ces molécules paraissent inaccessibles. La réglementation n'est pas nécessairement adaptée au développement des molécules naturelles dans la protection. Auriez-vous des informations plus précises sur ce sujet ?

### **Jean-Charles Bocquet**

Nous ne faisons pas la réglementation, mais nous tâchons de faire en sorte qu'elle soit basée sur des faits techniques, scientifiques, réalistes, et qu'elle soit applicable. En ce qui concerne les substances d'origine naturelle, nous avons participé aux travaux d'un pôle régional de compétitivité à Angers qui avait identifié des axes de recherche dans ce domaine. Les adhérents interviennent toujours sur ces thématiques chimiques ou naturelles, mais il faut avoir conscience, au-delà des évaluations toxicologiques, de la nécessité d'apporter un minimum d'efficacité. Ce type de produit n'est pas en mesure de placer les ravageurs en-dessous d'un seuil de nuisance. Cependant, le travail réalisé en commun doit permettre de réunir les personnes expérimentées, mais dépourvues d'outil, et les industriels. Il convient de poursuivre la recherche afin d'apporter des solutions, conformément au pas de temps à dix ans que j'évoquais précédemment.

### ***Bernard Géry, Président de la Coop de France Ouest Forum Phyto***

Je suis producteur maraîcher à Nantes. J'ai le sentiment que nous n'avons pas suffisamment communiqué sur la lutte intégrée. J'utilise cette méthode depuis vingt-cinq ans. Par exemple, la Tomate de France est basée sur un cahier des charges précis, interdisant l'utilisation d'insecticides sous serre. Les formations d'école d'ingénieur sont remarquables sur la lutte intégrée. L'Ecole Nationale d'Angers apporte beaucoup de compétences.

Si cela peut rassurer l'audience, j'aimerais rappeler que le maraichage emploie 2 500 salariés à Nantes. Un nombre croissant de personnes formées pour être chef de culture sont au minimum titulaires d'un BTS. Les exploitants qui s'installent dans le maraichage ont souvent un diplôme d'ingénieur. Sur le terrain, nous avons le sentiment d'être perçus comme attardés alors que nous travaillons très souvent au niveau européen. En effet, il faut penser au-delà du contexte national. Les Belges et les Néerlandais sont très avancés sur le plan technique. Nous travaillons depuis plus de vingt-cinq ans sur la lutte intégrée en serre.

### ***Jean-Michel Delagneau, Conseiller Général de l'Yonne***

Je suis éleveur depuis trente-cinq ans, sélectionneur de Charolais. J'ai des rendements aussi bons que les autres. On me dit que j'ai une bonne génétique. De cette manière, vous voyez qu'une agriculture productive n'est pas incompatible avec le respect de l'environnement.

Je souhaiterais intervenir sur le propos de Jean Gaubert relatif à l'évolution des terres disponibles en France. Ce problème est très préoccupant. Je fais partie du Conseil d'administration de la SAFER de Bourgogne. En poursuivant la tendance actuelle, dans un siècle, il n'y aura plus de terres agricoles disponibles en Bourgogne. Certains pays achètent des terres à Madagascar et ailleurs. Je veux revenir sur ce problème grave car nous avons été incapables en France de mettre en place une formation spécifique à l'agriculture biologique. L'agriculture biologique n'est pas nouvelle, mais il n'y a pas de formation pour ce type de production, et sans formation, ce n'est pas facile d'évoluer.

### ***Stéphanie Pequelan, AGRIDIS***

Vous nous avez parlé des enjeux et défis à relever, mais j'ai été surprise de constater que nul ne parlait des OGM. Messieurs les élus, ne pensez-vous pas que les OGM font partie des moyens mis en place pour relever tous les défis de l'agriculture française ? La recherche a été anéantie en France par des décisions politiques. Quelles sont les discussions sur l'avenir des OGM en France et en Europe ?

### ***Michel Raison***

Marion Guillou évoquera ce sujet au cours de l'après-midi. La matinée était plutôt calme ; nous n'avions donc pas prévu d'en parler tous de suite. Cependant, certains intervenants peuvent s'exprimer sur les OGM.

### ***Dominique Barrau***

Les OGM sont une problématique que nous ne voudrions pas revoir en termes de relation entre l'agriculture et l'environnement. Le risque des OGM est qu'un agriculteur satellise un éventuel progrès technique. J'appelle à faire un travail concret, c'est-à-dire de la formation, de la prudence, de la confiance entre l'agriculture et la consommation, ou l'agriculture et l'alimentation, etc., plutôt que d'abandonner ce qui existe. Nous nous sommes vraisemblablement trompés sur la méthode de communication.

Je ne sais si les OGM sont positifs ou non. De la même manière, on ne savait pas il y a 40 ou 50 ans si les antibiotiques étaient biens ou non. Nous avons un problème à régler, c'est l'alimentation d'1 milliard d'êtres humains. Ce sujet suppose tout d'abord de faire un choix politique. Ensuite, il faut se poser la question des moyens techniques, ainsi que des évolutions techniques et technologiques. Il faut analyser les OGM de manière rationnelle, ce dont l'agriculture a grand besoin.

Je suis choqué par la directive de la Direction de l'environnement qui fait hésiter la France pour ses avancées en matière d'environnement. Il ne conviendrait pas de prendre du retard qui nous amènerait à nous retrouver derrière nos voisins.

### **Jean Gaubert**

Nous n'aborderons pas ce matin le sujet des OGM, prévu cet après-midi. La difficulté de ce sujet est liée au fait que le monde scientifique n'a jamais été habitué à communiquer avec les citoyens. C'est très difficile à faire. En effet, ce sont deux mondes qui s'ignorent et ne se comprennent pas. En outre, on a souvent mis sur le marché au XXe siècle des produits qui se sont avérés plus tard dangereux : l'amiante, les antibiotiques, les pesticides, etc. Il y a besoin de refonder le pacte entre les scientifiques et la société. En outre, les entreprises privées qui lancent des nouveaux produits ont envie de les rentabiliser rapidement, ce qui a conduit à des catastrophes. Enfin, il est fondamental de laisser les chercheurs de chercher. Des produits ont été placés trop vite sur le marché. Il peut y avoir des avancées importantes pour la société dans les résultats de certaines recherches. Il faut prendre toutes les garanties et s'en tenir à contrôler les résultats de la recherche.

### **Jean-Charles Bocquet**

Ma diapositive sur les solutions « variétés » comportait un point sur les biotechnologies. Les produits phytosanitaires ont toujours été évalués dans des démarches de progrès, basés sur des éléments scientifiques supposant de revoir certaines autorisations. Cela a été fait sur des bases techniques et scientifiques. Certaines entreprises du secteur des biotechnologies proposent des solutions permettant de résoudre en partie les problèmes de salinité de sol, ce qui fait qu'on pourra dans l'avenir cultiver davantage sur des surfaces limitées. Le problème est qu'aujourd'hui en France, il n'est même pas possible de faire des recherches sur les OGM. Cette situation est regrettable. La recherche est nécessaire, mais elle suppose de pouvoir travailler.

### **Bruno Guermontez**

Je souhaiterais réagir au sujet de la destruction de l'essai OGM de l'INRA de Colmar. Cette recherche était l'exemple même d'une expérience entre un institut de recherche, qui allait la mettre à disposition de la profession dans un but non purement commercial, dans le cadre d'un partenariat avec les associations environnementales. L'essai a été récemment détruit, alors qu'il était cité en exemple.

### **Alain Moulinier, Ministère de l'Agriculture**

Je voudrais revenir sur le foncier agricole. Une agriculture durable suppose de préserver le foncier agricole qui disparaît rapidement. Il devrait y avoir dans le futur projet de loi de modernisation de l'agriculture un chapitre consacré à ce sujet. Le pouvoir est délégué aux collectivités locales. On en revient à se demander quel doit être le rôle de l'Etat par rapport aux collectivités locales. Quelle est votre position sur ce sujet ?

### **Gérard César**

Je disais à Alain Moulinier avant la réunion qu'un voisin agriculteur a installé 60 hectares de cellules photovoltaïques. Ce genre d'arbitrage entraînera la disparition de nombreuses terres arables susceptibles de nourrir la population. La loi de modernisation de l'agriculture suppose de créer un observatoire du foncier. Cependant, il faudra doter cette instance de moyens. Nous devons mettre des moyens à disposition du secteur pour trouver un équilibre entre les besoins des collectivités locales et du monde agricole.

### **Jean Gaubert**

Un paramètre important est le prix du foncier. Plus il deviendra rare, plus il sera cher. Dans certaines collectivités, on place en urbanisation des surfaces plus importantes. Un vrai travail doit être accompli. Il faudra s'habituer à organiser l'urbanisation dans des espaces restreints, conformément aux réflexions du Grenelle de l'environnement. Les pavillons provoquent beaucoup plus de CO2 que la production concentrée.

### **Michel Raison**

Nous avons subi un excès de zones commerciales, mais les infrastructures routières et ferroviaires sont aussi fortement consommatrices de surfaces.

### ***Dominique Barrau***

Je souhaiterais faire trois remarques sur le foncier. Nous demandons que l'Observatoire diminue par deux la consommation du foncier, en modifiant les règles d'urbanisme et de construction. En outre, nous demandons qu'une commission départementale puisse intervenir pour déclasser le foncier agricole. Une telle décision permettrait de créer des documents d'urbanisme dans certaines communes. Enfin, nous sommes opposés à l'installation de cellules photovoltaïques sur les terres à potentiel agricole. Par ailleurs, l'énergie solaire n'appartient pas à quelqu'un en particulier. Nous devrions partager la recette de l'énergie en mettant en place des projets d'énergie renouvelable dans des terres dépourvues de potentiel agricole.

### ***Michel Raison***

Nous avons beaucoup de toitures à couvrir en cellules photovoltaïques, au même titre que d'autres pays comme l'Allemagne

### ***Hervé Pillaud, Président d'une école d'agriculture***

Nous avons dans notre établissement essayé de créer des modules spécifiques à l'agriculture biologiques. Les formations pour le bio portent sur l'agronomie, la gestion, la culture générale, la sécurisation du mode de production, avec le complément de la chimie et des compléments naturels. On manque de référence pour former des jeunes car l'aspect expérimental est encore trop important. La dimension liée à la sécurité est très importante. On parle de plus en plus de contractualisation de nos produits pour les vendre. Or il ne sera possible de contractualiser qu'une production assurée. Il ne sera pas possible de s'engager six mois sur une production.

En ce qui concerne le foncier, il conviendrait de faire réfléchir les consommateurs à l'empreinte foncière de leurs usages. En effet, ils doivent être conscients de la quantité de terre dont ils ont besoin pour produire leur nourriture, éventuellement leur énergie, leurs matériaux, etc.

### ***Gérard Kafadaroff, ingénieur à Grenoble, Secrétaire de l'association française des biotechnologies végétales***

Le thème de cette matinée est la réussite de la transition vers une agriculture durable. L'importance de la recherche pour préparer l'agriculture de demain n'a pas été évoquée. Notre pays est particulièrement défaillant dans deux domaines, d'une part l'agronomie, d'autre part la dégradation des sols. Notre recherche a beaucoup à faire. En ce moment, nous sommes en train de perdre notre expertise. La France perd pied, et il est nécessaire de redresser la barre.

### ***Michel Raison***

Sans recherche, nous ne pouvons pas assurer l'avenir d'un métier aussi complexe que l'agriculture. Nous avons parlé de la diminution des surfaces agricoles, mais non de leur potentiel. Nous avons besoin d'être vigilants, mais dans le cadre de la politique agricole certaines politiques ont favorisé les affolements. La Politique Agricole Commune a aussi insuffisamment favorisé la production de protéines végétales issue de notre territoire, à commencer par la luzerne pour ceux qui vivent dans des zones calcaires. Cette question accroîtrait fortement notre potentiel agronomique en plus de nous apporter des protéines produites dans notre territoire.

### ***Frédéric Compte-Scott, agriculteur***

Je suis agriculteur depuis peu. Je cherche des solutions non biocides pour protéger les plantes, même si je ne travaille pas en agriculture biologique. Par ailleurs, je m'étonne de l'organisation d'un colloque sur l'agriculture à la Maison de la Chimie. En outre, le colloque est sponsorisé par l'UIPP, qui n'a pas une image très biologique. Cette situation ne rend pas très optimiste.

### ***Michel Raison***

Ce n'est pas un colloque sur l'agriculture biologique.



### **Frédéric Compte-Scott, agriculteur**

Certes, mais je cherche des solutions qui ne soient pas biocides. Or pour protéger les plantes, je n'ai que des produits qui finissent par « -cide », ce qui signifie que ces produits tuent. Les membres de l'UIPP savent-ils faire autre chose ? Nous n'avons pas de solution pour protéger nos plantes autrement qu'avec des pesticides.

### **Jean-Charles Bocquet**

Nous sommes à la Maison de la chimie. L'UIPP accompagne ce colloque car nous sommes convaincus que nous aurons besoin de la chimie. Nous souhaitons participer aux débats et accompagner des lieux de rencontre. Il existe des lieux de débats public comme le Grenelle où nous n'avons pas pu nous exprimer librement. Nos adhérents sont capables d'élaborer des solutions qui ne se terminent pas par « -cide », notamment les confusions sexuelles visant à diminuer les possibilités de rencontre entre femelles et mâles pour diminuer certaines populations.

Lorsque l'homme était nomade, il pillait son environnement puis se déplaçait lorsqu'il n'y avait plus rien. L'homme s'est sédentarisé, ce qui lui a imposé de cultiver et d'élever des animaux pour se nourrir. Cette situation a favorisé la culture au détriment des bioagresseurs qui seront toujours plus nombreux avec le réchauffement climatique. Les solutions efficaces, respectueuses de la santé et de l'environnement se terminent par « -cide », mais elles ne sont pas « -cides » à 100 %. La preuve, c'est que les agriculteurs sont obligés d'intervenir chaque année, lorsque l'infestation est très importante. Beaucoup de démarches ont été mises en place depuis une dizaine d'années par les organisations techniques et les adhérents. En évitant de traiter les fourrières, nous maintenons un seuil de prédateurs suffisant pour éviter une intervention insecticide. Nous nous situons dans une démarche de progrès, dans laquelle s'inscrit selon moi ce colloque à la Maison de chimie.

### **Michel Raison**

Il était bon d'évoquer l'évolution du nomadisme à la sédentarisation. Si vous avez la chance de consulter le *Journal de l'agriculture de France* du milieu du XIXe siècle, vous constaterez le désarroi des agriculteurs sur les insectes, les mauvaises herbes, les famines, etc. Dans la France agricole de l'époque, un agriculteur utilisait des crapauds pour manger les limaçons, un autre déplaçait des cages à poules ambulantes pour éliminer les parasites qui mangeaient les cultures. Chez les bios, on utilise des produits naturels qui sont biocides, comme du jus de tabac pour tuer les insectes sur les plantes. C'est peut-être plus nocif que certains produits chimiques, sans qu'on le sache.

### **Jean-Louis Tixier, Directeur Général de DELTA AIC**

Notre organisation tente de développer les relations entre la Chine et l'Europe dans le domaine agroalimentaire. La France ayant une position leader dans le domaine agroalimentaire en Europe, nous occupons une position privilégiée pour développer ces relations commerciales. La Chine émet constamment des demandes très fortes de transfert de technologie, de savoir-faire dans le domaine de la sécurité alimentaire sanitaire des aliments. Nous sommes en train de favoriser des développements dans les secteurs porcine et bovine, en liaison étroite avec les organisations interprofessionnelles. Ne serait-il pas intéressant de créer une structure commerciale pour exporter ce savoir-faire ? La SOPEXA assure la promotion des produits, l'ADECTA intervient pour les matériels et équipements. Il manque une telle structure pour vendre le savoir-faire agroalimentaire.

### **Elisabeth Mercier**

La gestion la plus globale des exploitations apporte le maximum d'atouts pour la maîtrise, ce qui fait consensus. Permettez-moi d'exprimer un vœu consistant à accorder autant de moyens en termes de recherches pour parfaire ces méthodes et assurer le développement des systèmes les plus autonomes et économiquement performants. Un système écologiquement intensif est pervers car il renvoie à une faible batterie d'indicateurs. Il est important de marier l'économique à l'écologique.

Les approches partielles constituent une solution à des problèmes sans fin. Nous avons fait un pacte, mais de nouveaux problèmes apparaissent. Je me souviens fort bien que le Sénat et l'Assemblée nationale ont accompli un travail important sur la multiplication des risques en raison de la mondialisation des échanges. Je ne listerai pas les démarches partielles qui sont en rupture par rapport

à cette volonté. Le Président sait que les substances naturelles doivent être utilisées à bon escient, mais que certaines substances réapparaissent très longtemps après dans les nappes phréatiques.

### **Michel Raison**

Parlez-vous du cuivre ?

### **Elisabeth Mercier**

Vous allez dans le sens collectif du soutien à la recherche. Un mouvement est engagé pour limiter l'utilisation du cuivre. Vous avez sûrement lu les conclusions du colloque de l'INRA de novembre 2003 faisant ressortir l'impact de l'utilisation du cuivre dans l'agriculture. Il ne faut pas extraire un élément pour lequel il y a un défi à relever, d'un ensemble de démarches qui ont produit leurs effets.

### **Dominique Barrau**

La Chine serait intéressée par notre savoir-faire, que nous pourrions exporter. Cependant, je crois davantage à un échange d'expérience du style emploi/formation entre agriculteurs et experts, ce qui serait plus constructif que le seul savoir-faire.

### **Martin Bortzmeyer, Ministère de l'Ecologie**

Je voudrais parler des revenus et de la manière de garantir le revenu agricole dans un cadre d'agriculture verte. Il serait douteux de prétendre que nous pourrions le faire tout en nourrissant la planète. Les 9 milliards d'habitants sont principalement situés en Afrique, Asie et en Amérique latine. Le bilan de la question du développement agricole est que c'est dans ces zones que les populations doivent développer les moyens de se nourrir. C'est là que se situe la ressource pour nourrir 9 milliards d'habitants. En Europe, les milieux continuent de se dégrader. Les pertes d'espèces sont correctement mesurées. La priorité devrait consister à « produire mieux ».

La priorité au « produire mieux » représente un certain coût, mais risque aussi de générer des pertes de rendement. La baisse de la consommation de pesticides de 50 % pourrait se faire à rendement constant. Il convient d'assumer ces baisses coûteuses pour l'exploitant agricole. Ne pensez-vous pas que pour compenser ces coûts environnementaux et de changement de méthode, il faudrait constituer une rémunération des services environnementaux, et intégrer cette dimension dans la Politique Agricole Commune, ce qui supposerait de modifier significativement les mécanismes de la PAC ?

### **Michel Raison**

Cette proposition doit effectivement être intégrée dans la Politique Agricole Commune.

### **Dominique Barrau**

Depuis trente ans, nous avons choisi, particulièrement en France, une agriculture présente dans tous les territoires. Nous avons créé les zones ANDICA dans les zones à faible potentiel. Les agriculteurs des zones ANDICA étaient soumis à la même contrainte de marché que ceux des zones à meilleur potentiel. Pour l'environnement, nous refusons à la FNSEA de favoriser le développement d'une agriculture concentrée avec des stations d'épuration et une superbe technologie en matière d'environnement, face à des déserts agricoles.

Nous avons besoin de cultiver l'ensemble du territoire. Nous encourageons l'incitation de l'accompagnement de ce mouvement, sans que cela soit au détriment d'une véritable politique agricole. La volonté de l'Europe de réorienter 30 ou 40 % du budget de la Politique Agricole Commune dans d'autres secteurs que l'agriculture soulève des problèmes de sécurité agricole.

### **Jean Gaubert**

Ce point est effectivement un enjeu majeur de la future politique agricole. Certains Néerlandais considèrent que l'agriculture, c'est trois tuyaux. Le premier vient du port de Rotterdam, le second va à la laiterie et le troisième à l'usine de traitement du lisier. Si l'on veut maintenir ce modèle agricole en Europe, auquel je suis favorable, cela signifie que nous devons exiger que les produits qui entrent à nos frontières correspondent exactement aux mêmes critères. Si nous sommes en mesure de faire

respecter nos exigences, la situation se réglera par une augmentation des prix. Le revenu agricole ne pourra se faire qu'avec des subventions. Il faut que l'on soit cohérent et dire que ce que nous voulons produire doit être corroboré par ce que nous acceptons de l'extérieur. C'est ce débat qu'il faut lancer. Il n'est pas possible de s'imposer des règles bienfaitrices pour l'avenir, et de ne pas exiger qu'elles soient les mêmes que celles attendues.

### **Louis Cayeux, FNSEA**

J'ai une question pour les élus. Le Président de la République a indiqué samedi qu'il plébiscitait la voie de la croissance verte, contre ceux qui favorisaient la décroissance. Le Grenelle fait clairement apparaître que les secteurs qui profiteront de la croissance verte sont le bâtiment, l'énergie et le transport. Lorsque les parlementaires auront voté le Grenelle 2, ils auront confirmé que ce programme s'accompagne d'activité, d'emploi, de chiffre d'affaires, pour le bâtiment l'énergie et les transports. Pourriez-vous présenter simultanément l'étude d'impact de cette croissance verte pour l'agriculture ? Pourriez-vous également expliquer à l'agriculture que ce qui est une contrainte est aussi un bénéfice, ce qui est encore mal perçu dans les campagnes françaises ?

### **Antoine Herth**

Le débat permet de se mettre d'accord sur une orientation qui est particulièrement importante. La Politique Agricole Commune devra se négocier, et il faudra être convaincant.

### **Gérard César**

Nous avons demandé aux ministres d'expertiser les conséquences du Grenelle sur la future loi.

### **Philippe Carrouché, LHOIST France SAS**

Guy Vasseur a souligné les problèmes de visibilité en matière d'agriculture. Lorsqu'un agriculteur achète une palette de chaux à la coopérative, il peut en faire trois choses. Tout d'abord, il peut construire un gîte rural non émetteur de carbone en Haute Qualité Environnementale. Ensuite, il pourra s'en servir pour hygiéniser son étable, ce qui est autorisé dans le label de l'agriculture biologique. Enfin, il pourra le mettre sur son champ, ce qui ne lui permettra plus d'être considéré comme relevant de l'agriculture biologique. Elisabeth Mercier, pourquoi les instances compétentes, le Ministère et l'Agence bio, ne se mettent-ils pas d'accord sur la définition du bio et les mesures environnementalement positives ? Je n'ai pas reçu de réponse sur ce sujet, ni à Bruxelles ni à Paris. Il est étonnant que le même produit, utilisé depuis longtemps, ait trois classifications différentes.

### **Elisabeth Mercier**

Cher Monsieur, vous avez vocation à coopérer avec nous. Je ne commenterai pas le cadre normatif en distinguant la liste des produits agricoles et non agricoles qui génèrent les effets que vous avez soulignés. Par une série de demande circonstanciée, nous pourrions faire face à quelques cas. Nous pourrions aller plus loin dans l'encadrement et la définition de normes de production biologiques, en relation avec la croissance de la demande des consommateurs, la demande de textiles biologiques, etc. Tous les Etats membres souhaitent l'adoption de normes dans ces domaines situés en dehors du champ de compétence. Nous ferons des propositions dans ce sens. Tous les atouts sont à présent réunis. En France, nous travaillons à la mise au point de cahiers des charges afin qu'ils puissent servir de socles à la négociation sur le plan communautaire.

### **Guy Vasseur**

En réponse à la question posée par le représentant du Ministère de l'environnement sur le revenu, nous devons rester compétitifs si nous voulons une agriculture durable. Or des charges supplémentaires doivent être prises en charge par le budget européen ou la collectivité. Si nous voulons rester compétitifs, même si nous n'allions pas à l'exportation, il ne faudrait pas oublier les richesses, emplois et occupations du territoire créés. Le territoire se meurt lorsqu'il n'y a plus d'entreprises de transformation. Notre agriculture a vocation à exporter.

Je souhaiterais également insister sur la recherche. Au niveau des chambres d'agriculture, nous observons toujours plus de ponts entre les agriculteurs biologiques et les agriculteurs conventionnels. Par exemple, le salon Biotech de la Drôme attire au moins autant d'agriculteurs conventionnels que

d'agriculteurs biologiques. Ils s'intéressent sans doute à la conversion, mais ils recherchent aussi des méthodes, des pratiques différentes qui feront avancer tout le monde en matière de préoccupation vis-à-vis de l'environnement.

Dans mon département, le Loir-et-Cher, 50 % des agriculteurs sont adhérents à la DGDA. Dans un premier temps, des agriculteurs ont créé le Groupement d'Agriculture Biologique. A l'heure actuelle, les agriculteurs biologiques et conventionnels souhaitent rester dans les groupements de développement à vocation générale. En effet, ces instances permettent d'échanger en permanence sur les méthodes de production, les pratiques, etc. C'est de cette manière que les choses avanceront.

La recherche est importante pour l'avenir, mais les expérimentations sont aussi fondamentales. En conclusion, le développement de l'agriculture doit intégrer l'économie, le social, le territoire et l'environnement.

### ***Michel Raison***

Je souhaiterais rappeler que nous avons deux balances commerciales positives en France, le tourisme et l'agroalimentaire. Pour cette raison, nous devons continuer à être exportateurs de denrées agricoles. Nous menons des échanges indispensables car nous ne sommes pas en mesure de produire certains produits. Nous exportons également certaines parties du porc en Chine. La volonté d'indépendance alimentaire suppose de produire un peu trop.

### ***Stéphane Fautrat, agriculteur dans le Loiret, vice-président de la Société des Agriculteurs de France***

Vous avez fait référence, Michel Raison, à *La Revue des Agriculteurs de France*, qui a été effectivement créée il y a plus d'un siècle. Nous remplissons depuis vingt-cinq ans l'objectif du Ministère de l'Agriculture consistant à « produire plus et mieux », mais j'ai le sentiment que nous ne l'avons pas fait suffisamment savoir. Nous sommes vraisemblablement responsables de cette situation. Nous ne l'avons peut-être pas suffisamment enregistré. Ne manquons-nous pas d'un outil simple accessible par le plus grand nombre qui permette d'enregistrer ces pratiques ? Ensuite, un tel système pourrait apporter la preuve que le consommateur est demandeur de renseignements, ce qui permettrait de mieux identifier l'ensemble des produits. Ce point rejoindrait la notion de revenu. Pour valoriser un produit, il faut apporter la valeur de travail.

Enfin, j'aimerais ne pas avoir de doute sur l'agriculture biologique. Les autorités consacrent un certain budget à ce secteur. Il est très difficile d'évoluer dans ce métier du fait de l'évolution du climat, des sols, etc. Un agriculteur qui met son exploitation en biologique en 2010 pourra-t-il poursuivre son activité en 2030 ? L'agriculture biologique est-elle durable ?

### ***Dominique Barrau***

Je souhaite apporter deux éléments de réponse. Les chambres d'agriculture proposent de nombreux outils permettant d'assurer la traçabilité des produits, afin d'être en permanence responsable de sa fonction. Ma fille aînée, après un cursus scolaire dans un établissement scolaire réputé s'apprête à s'installer. Elle explique qu'elle souhaite gagner sa vie, mais les contraintes imposées aux agriculteurs sont considérables. Les jeunes agriculteurs s'installent pour ne pas être la caricature de la société. Il faut réinstaurer de la confiance entre l'agriculture et la société. Il ne faut pas surcharger les agriculteurs de contraintes administratives.

### ***Yves Dubois, Gestion des risques, DS-TV***

Nous sommes à l'aube d'un bouleversement climatique qui touchera la France. Au Canada, les insectes détruisent des forêts. Comment utilisez-vous les communications satellites pour gérer les cultures et surveiller les parcelles ? Utilisez-vous les outils du CNES ?

### ***Michel RAISON***

Une personne présente est compétente pour répondre à cette question. Il s'agit de Monsieur Maurice.

## **Jean-Louis MAURICE, Président d'ITL**

Depuis 1995, avec l'INRA, nous avons travaillé pendant dix ans pour maîtriser les informations captées par un satellite disponible en permanence en vue de réduire au maximum les pertes d'azote par excès de fumure en fonction de l'état des cultures. Nous sommes ici dans la maison de Lavoisier, qui nous a dit : « *rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme* ». Il ne faut pas l'oublier.

Si un blé a besoin d'azote pour produire 70 quintaux du fait que le climat le permet, il ne les produira pas si on ne le nourrit pas à due concurrence. En revanche, si on le nourrit trop, le surplus partira dans l'eau. Nous avons paramétré le satellite avec EADS Astrium, Arvalis et l'INRA, pour transformer l'indice chlorophylle des plantes par le satellite, en vue de le traduire en besoins instantanés. Les méthodes de l'INRA des bilans prévisionnels en 1975 ont pu être réactualisées autant que de besoin en fonction de la climatologie.

Ce système unique au monde a été développé en 2002. Aujourd'hui, nous enregistrons une progression de la production couverte de 18 % avec 40 000 hectares de blé, d'orges divers et de colza pilotés de cette manière. Un important directeur de coopérative, Gilles Crapez, a été l'un des premiers à s'en servir, à la fois sur l'aspect quantitatif et qualitatif de cet outil. La production de céréales représente un excédent de 5 milliards d'euros dans la balance commerciale de la France. Les erreurs de pilotage de la fertilisation azotée peuvent éventuellement réduire nos capacités d'exportation de 5 %, qui vont d'abord vers l'Europe (en particulier l'Italie), mais aussi le Maghreb et l'Afrique de l'ouest. Ces pays sont totalement dépendants de nos productions. Une erreur de 10 % sur la production peut entraîner une perte de 3,5 millions de tonnes de blé, ce qui pénalise d'autant nos partenaires.

## **Antoine Herth**

Le CEMAGREF travaille sur un programme similaire qui reprend les mêmes principes, appliqués à la gestion environnementale des eaux, des forêts, ainsi que des ravageurs.

## **Elisabeth Mercier**

Je souhaiterais remarquer que l'agence bio opte délibérément pour une attitude constructive et ne cherche pas à polémiquer. Je me permettrai de vous poser la question sur un plan général. Comment imaginez-vous la question des agriculteurs qui s'installent aujourd'hui en France ? La question est de portée générale. Etienne Gangneron témoignera qu'on peut maîtriser ce système et en vivre, même s'il faudrait plus de recherche et d'appui technique dans certains secteurs. La situation est maîtrisée dans de nombreux secteurs, notamment dans l'Institut d'élevage, dont les résultats sont disponibles. Chaque agriculteur a sa propre histoire. Certains ne sont pas éloignés du système bio. Il existe un système extensif basé sur un autre équilibre que le seul critère de la quantité, mais il est difficile d'évoluer vers le bio lorsqu'on n'a pas pris le temps de se former. L'équilibre entre le bio et l'agriculture conventionnelle ne peut se faire du jour au lendemain.

Dans trente ans, la maîtrise technique du bio sera beaucoup plus importante, mais ce ne sera pas le seul facteur de développement du bio. Combien d'agriculteurs vendront sur les fermes ? A qui vendront-ils ? Quel sera le lien social ? Des exploitants agricoles créent des entreprises rurales en réponse aux attentes de la société. Avec quelle entreprise travaillerons-nous ? Nous constatons que lorsque les grandes entreprises ne s'intéressent pas à un marché, les agriculteurs bios font face en créant de véritables PME, réparties dans l'ensemble du territoire.

## **Etienne Gangneron, agriculteur biologique, élu FNSEA**

Je travaille en agriculture biologique depuis douze ans et suis élu de la FNSEA. Je ne répondrai pas à la provocation de mon collègue du Loiret sur notre durabilité. A la FNSEA, nous n'opposons pas le conventionnel à l'agriculture biologique. Il y a beaucoup de passerelles entre les deux secteurs. J'utilise un outil de désherbage mécanique qui passe plus de temps chez mes voisins en conventionnel que chez moi. Ils utilisent depuis cinq à dix ans des méthodes alternatives combinées à des méthodes chimiques.

Les systèmes combinés de polyculture et d'élevage sont plus durables car ils garantissent l'autonomie de l'exploitation à 90 ou 95 %. Nous utilisons aussi en bio des systèmes moins autonomes qui présentent autant de risques qu'en conventionnel. Chaque système a ses particularités. La

problématique actuelle est liée au fait que nous n'arrivons pas à garantir l'autonomie des systèmes. Ces productions sont sensibles.

L'Allemagne importe 80 % de ses fruits en biologique, ce qui est anti-durable. Le développement de l'arboriculture biologique est complexe car il dépend principalement de la recherche. Or nous avons beaucoup de retard dans ce domaine. Les solutions seront découvertes au cours des prochaines années et nous sommes soumis au facteur climatique. Le seul avantage du Grenelle de l'environnement est d'avoir donné une dimension à la consommation des produits bios. Nous avons senti que la demande des consommateurs était confirmée. Nous sommes aujourd'hui certains que nos produits seront consommés, mais nous importons énormément. Lorsque les circuits de consommation sont développés à l'import, c'est qu'on est encore plus spécialisé au niveau national.

### ***Michel Raison***

Un point important est la confrontation technique entre les agriculteurs bios et non bios. Les techniques de déchaumage supposent d'emprunter de nombreuses pratiques aux agriculteurs bios. Pour ma part, j'ai rendu visite à un agriculteur allemand pour voir comment il maîtrisait les désherbages.

### ***Antoine Herth***

Michèle Pappalardo interviendra en ouverture de l'après-midi. Je voudrais remercier notre excellent animateur doté d'une pointe d'humour inimitable, et je remercie également l'ensemble des intervenants. Je vous propose de vous retrouver cet après-midi à 14 heures 30.

### **Serge Poignant**

Je transmets désormais la parole à la salle.

### **De la salle**

En dehors de la Présidence française de l'Union Européenne qui fixait une directive, j'ai l'impression que la situation est incontrôlable. Vous avez des spécialisations, des agresseurs, des ennemis, l'Europe, les multinationales, la Grande-Bretagne, etc. Le mot magique est la résilience évoquée par Marion Guillou. Est-ce qu'un organisme s'occupe de cette résilience nationale ou internationale ? Tout le monde veut faire ce que nous savons faire et nous le revendre. Il y a une grande carence, et d'autres cultures ne savent pas exploiter tout le potentiel, notamment en Afghanistan dont le marché est émergent. Je n'ai pas l'impression que ces marchés émergents soient tous prospectés.

### **Marion Guillou**

Je ne vais pas répondre sur la prospection en Afghanistan, sur laquelle je suis incompétente. Les personnes en charge du Ministère de l'Agriculture pilotent l'aspect politique. En matière de recherche, nous tentons d'agir en liaison avec les acteurs, mais aussi au niveau européen et international. Auparavant, nous travaillions au niveau de la France et de l'Europe, alors que maintenant nous participons à un réseau de recherche sur la sécurité climatique. Nous intervenons davantage en réseau.

### **Serge Poignant**

Il existe un pilotage ministériel et parlementaire des questions agricoles. Ce sont des préoccupations fortes que nous avons et nous sommes engagés auprès du gouvernement sur ce sujet. Nous avons un modèle agricole français. Il faut que nous soyons actifs par rapport à cette problématique économique et d'environnement durable. Cela me semble fondamental. Nous sommes associés à l'exécutif sur cette question.

### **Hervé PILLAUD, de Vendée, Secrétaire Général FDSEA**

Je souhaiterais faire plusieurs remarques. Tout d'abord, par rapport à la HVE, je suis satisfait du niveau où vous placez le point 0 car cette norme est une reconnaissance de l'excellence de l'agriculture française, qui nous permet d'atteindre rapidement le niveau 3. Les autres aspects de mon intervention sont moins positifs. Lorsque je vous entends, je ressens un certain mépris pour les 3 % de notre population à qui 97 % confie sa nourriture. Cette situation m'inquiète. Ne croyez vous que ces 3 % représentent un risque, et derrière ce risque un gros danger pour l'autosuffisance alimentaire des 97 % ?

### **Philippe Chalmin**

Le risque de lassitude est évident. L'agriculture a appris depuis longtemps à gérer les risques administratifs qui ont été une réalité. Les réformes et sous-réformes de la Politique Agricole Commune ont été nombreuses. Il a manqué à l'agriculture non un cadre de marché précis, mais un cadre d'intervention publique précis. Marion Guillou a raison de prétendre que la collectivité doit rémunérer l'agriculture pour ce qu'elle produit au nom du bien commun. Cependant, j'ai le sentiment que Bruxelles répondra de moins en moins.

Messieurs les Députés, si en 2013, nous passons presque intégralement au second pilier, ce qui est l'une des possibilités, s'il faut que nous cofinancions l'ensemble des aides à l'agriculture, pensez-vous que nous pourrions augmenter le budget agricole actuel de manière exponentielle ? Je n'en suis pas certain. Dans une logique de cofinancement, le budget sera de plus en plus national. Il faudra se réapproprier une politique agricole nécessaire.

Les infrastructures agroécologiques sont un beau concept pour la nature, mais un peu jargonnant. Un agriculteur dans ses montagnes pyrénéennes ne dirait jamais qu'il « entretient ses infrastructures agroécologiques ». De la même manière, on peut se demander comment financer les externalités positives produites par l'agriculteur.

On peut faire passer pas mal de choses par le consommateur, mais nous évoluons de plus en plus sur des marchés mondiaux. Le prix du blé est aujourd'hui indexé sur le prix mondial. La question du lait est différente. Sur les grandes matières premières, les prix sont indexés sur le prix mondial. Pour cette raison, le prix ne peut rémunérer les externalités positives. Il faut inventer un dispositif particulier. Si cela peut passer la logique du second pilier, il faut rendre cela intelligible pour les 3 % d'agriculteurs qui souffrent. Il est tout à fait logique et légitime car nous sommes en train de réinventer les CTE, qui ont fait hurler le monde agricole. Il est logique d'effectuer un contrôle administratif, mais il faut éviter de créer des usines à gaz.

### ***Lionel Vilain***

Les infrastructures agroécologiques proviennent du jargon employé par la DGPA du Ministère de l'Agriculture. Nous préférons parler de prairie naturelle, des arbres, des vergers, c'est-à-dire de tout l'espace non élaboré, non traité, non fertilisé. Une ruine, une friche, un chemin en pierre apportent un avantage en termes de biodiversité. Il est important de conserver ces espaces pour permettre une résilience de l'écosystème face aux bioagresseurs.

Pour cette raison, nous tenons au maintien d'une Politique Agricole Commune qui rémunère explicitement les externalités positives. Les contrôles sont très complexes, les MAE avec des cahiers des charges inatteignables du fait qu'ils sont décorrélés des obligations de résultats. Pour cette raison, nous avons défini deux indicateurs. Je remercie le représentant de la FNSEA de Vendée de penser que ce sera très facile de passer de 60 à 30 % d'intrants dans le chiffre d'affaires. Tant mieux s'ils y parviennent.

### ***Serge Poignant***

Nous nous interrogeons souvent sur le niveau 0, à partir de quand les agriculteurs travaillent différemment d'ailleurs ? Tout dépend d'où l'on part, problème que je mesure dans certaines régions.

### ***Antoine Herth***

La justification des aides publiques, quels que soient les mécanismes, est indéfendable à long terme. Au moment de la hausse des prix, tout le monde se demandait pourquoi l'Europe s'était obligée à verser les aides. Aujourd'hui, la situation est radicalement, différente : il en faudrait davantage. J'ai beaucoup travaillé sur le second pilier. J'ai fait partie de ceux qui ont travaillé sur ces contrats qui sont morts de leur mort glorieuse parce qu'ils obligeaient l'agriculteur à monter sur l'échelle de Perroquet, supposant de faire mieux qu'avant pour renouveler le contrat.

Ce n'est pas l'objectif majeur du travail accompli par les agriculteurs pour préserver l'environnement. Nous intervenons plutôt dans la conservation d'acquis et la production d'éléments de biodiversités. Ces débats ne peuvent être rejetés car ils vont revenir sur l'avenir de la Politique Agricole Commune. Ce qui sera intéressant et nouveau, c'est qu'il faudra les mener à 26. Il faudra voir comment nos collègues polonais, roumains ou chypriotes vont aborder ces questions, même s'ils ne disposent pas de tout l'historique de ce type de contrat. Ce sujet sera particulièrement épineux.

### ***Bertrand Patenotre, Président de la Fédération Nationale des Producteurs de chanvre***

Je voudrais intervenir sur les usages non alimentaires de l'agriculture. Ma filière est entièrement dédiée à cette fonction. Notre production est dédiée au bâtiment. Nous sommes intervenus au niveau du grand emprunt pour faire reconnaître la qualité de cette filière : non consommation de produits phytosanitaires, stockage de carbone, etc. J'aimerais connaître les avis des intervenants sur les mises en œuvre effectives de ces engagements. Que peut-on faire ?



### **Marion Guillou**

Je laisserai les Députés répondre sur le Grenelle. Nous avons fait une proposition quant à l'utilisation du grand emprunt. Seul le Président de la République décidera ce qu'il en retient. Il le fera le 4 décembre ; vous n'avez donc plus beaucoup de temps à attendre.

### **Denis Tardit Président de l'UIPP**

Je suis venu à cette réunion avec plein d'enthousiasme car elle devait porter sur le nouveau modèle agricole à l'heure des choix. J'ai cru comprendre que l'objectif consiste à produire mieux et plus alors que c'était moins à l'heure du Grenelle. Un certain nombre d'études révèlent que les directives européennes en cours de mise en œuvre conduiront à une décroissance des productions de 20 %. Quelles sont les solutions à cette décroissance ? Quel type d'agriculture voulons-nous développer ? Quelle vision privilégions-nous pour l'agriculture française, une agriculture compétitive et durable, ou uniquement durable ? Où sont les solutions concrètes pour les agriculteurs au cours des cinq prochaines années ?

### **Serge Poignant**

Des réponses ont été apportées à ces questions.

### **Marion Guillou**

Il n'y a pas de réponse simple sur ce sujet. Nous publierons prochainement le rapport éco-phyto. Nous savons qu'il y a des marges de diminution de l'application des produits phytosanitaires sans diminution du rendement de la production. Pour produire davantage en environnement incertain, il faut réussir à combiner les innovations actuelles et puis il faudra innover dans votre métier et le nôtre pour ces systèmes agro-écologiques de la fin du XXI<sup>e</sup> siècle. De nombreuses innovations ne sont pas encore pratiquées. Nous proposerons une nouvelle relance agroéconomique et il faut enclencher la génération d'après. Personne n'est en mesure de raser gratis. Nous devons surtout nous préoccuper de partager des objectifs.

### **Philippe Chalmin**

Je souhaiterais vous faire part d'une anecdote. Il y a trois ans, le port de Rouen, premier port d'exportation du blé en France avec 7 millions de tonnes par an, a décidé de creuser son chenal pour gagner un mètre de tirant d'eau. Il y a eu des réunions publiques dans la Vallée de Seine. A cette occasion, j'ai souvent rencontré le Président de Nature Environnement dont le raisonnement était imparable : dans la mesure où le projet de la France était de faire évoluer toute son agriculture en bio, nous n'exporterions plus donc il n'y aurait pas de raison de creuser le chenal du port de Rouen. C'est un choix cohérent pour une agriculture. Marion Guillou nous dira peut-être qu'on peut le faire. Il y a énormément de technologies que nous ignorons, mais il y a au sein de la galaxie environnementale et écologiste beaucoup de gens qui pensent qu'on peut abandonner les exportations.

### **Lionel Vilain**

Nous nous sommes battus pour obtenir le triplement des surfaces en bio en estimant que cet objectif était difficilement tenable. Nous n'avons jamais envisagé de passer au 100 % bio. Je ne défends pas cette position.

### **Claude Filon, consultant agricole**

Je souhaiterais exprimer une demande à Marion Guillou. Je fais du transfert de technologie dans les micro-entreprises. Les rouages administratifs sont parfois très complexes, alors que nous aimerions participer à cette activité. Il conviendrait de nous joindre à ce programme. L'économie de marché est assez agressive, mais les PME ont besoin d'avoir accès à ces biotechnologies.

### **Marion Guillou**

Je ne sais de quelle technologie vous parlez.

***Claude Filon, consultant agricole***

Je parle des biotechnologies du secteur horticole, agricole, etc.

***Marion Guillou***

Chaque espèce a son propre GIE, qui réunit des petites, des moyennes, de grandes entreprises. Certains connaissent nos structures de fonctionnement. Il n'y a pas de filtre de taille dans les biotechnologies végétales.

***Claude Filon***

Comment pourrions-nous avoir accès à ces biotechnologies ?

***Marion Guillou***

Quel est votre secteur d'activité ?

***Claude Filon***

Dans les produits phytopharmaceutiques, vous avez des technologies innovantes que nous aimerions vendre.

***Marion Guillou***

J'entends votre message. Nous avons signé près de 700 contrats avec des PME en 2008. Le mieux serait que nous discutons après le colloque car ma réponse est trop générale.

***Jean-Charles Bocquet***

Certains intervenants ont évoqué les aspects climatiques au cours de la matinée. Il est important de revenir à des réflexions basiques. L'agriculteur est tributaire des conditions météorologiques, de son sol, de son environnement. Il va, certaines années, être obligé d'utiliser plus de produits que les années précédentes. Pour cette raison, il est utopique de fixer un objectif de réduction de l'emploi des phytosanitaires. L'une des avancées positives du Grenelle consistait à rechercher des solutions en commun. Ne flouons pas le consommateur. Il sera impossible de réduire de 50 % l'utilisation de pesticides sans changer fondamentalement les comportements des agriculteurs. La recherche publique et privée n'a pas encore les solutions pour atteindre ces objectifs d'ici dix ans. Nous utiliserons moins de produits phytopharmaceutiques dans vingt ans. J'espère qu'on utilisera des produits issus des biotechnologies, pour ne pas parler des OGM. Nous sommes déterminés à accompagner ce mouvement à l'UIPP.

***Alain Seznec, ingénieur agronome, membre de l'association BASE***

Mon association préconise les techniques agricoles de conservation, dont nous n'avons pas entendu parler aujourd'hui. Cette situation est regrettable, car des milliers d'agriculteurs en France emploient des technologies nouvelles basées sur l'abandon des techniques culturales et des couverts végétaux, et qui sans avoir besoin de mesures de rétorsion, effectuent des réductions d'intrants qui vont au-delà des 30 % Il n'y a pas besoin d'approche technocratique pour encourager ces démarches qui présentent pour les agriculteurs un intérêt économique et technologique. Pour cette raison, je suis navré de voir que ces actions et techniques utilisées par des milliers d'agriculteurs restent aussi confidentielles. Cette situation est assez regrettable.

***Antoine Herth***

Nous avons traité de ce sujet lors du colloque de 2008.

***Serge Poignant***

Nous ne pouvons pas débattre de tous les sujets, de même que nous n'avons pas parlé des cultures spécialement dédiées à l'énergie. Ce point a sa place dans nos réflexions. Je suppose que l'INRA travaille sur toutes ces questions.

## ***De la salle***

Dans les outils dont la France doit se doter, quelle est la place des OGM dans l'agriculture française ? Et si le Président Nicolas Sarkozy confirme les conclusions du rapport Juppé/Rocard, l'INRA serait-il preneur pour répondre aux appels d'offres en matière de recherche dans les biotechnologies végétales ?

### ***Marion Guillou***

L'INRA souhaite rester compétent sur ce créneau technologique. Nous ne fabriquons plus d'OGM en l'absence de demande, mais nous restons compétents en génie génétique et techniques végétales. Il n'y a pas d'innovation. Nous serions stupides de penser que l'on n'aurait pas besoin d'OGM répondant à un cahier des charges demandé par la société. Je pense que toutes les équipes publiques de recherche s'y mettront, INRA, CNRS, IRD, etc. L'objectif consiste à accentuer la recherche dans les technologies vertes.

### ***Martin Bortzmeyer***

A l'issue du Grenelle, il a été décidé de généraliser l'affichage des impacts environnementaux sur les produits agricoles. Les filières industrielles s'en sont émues. Dix-huit mois plus tard, tous nos partenaires européens courent derrière ces normes car ils sentent que la France prend une certaine avance sur le plan d'une certaine culture environnementale. Ne faut-il pas aller vers un modèle agricole à haute valeur environnementale ? La compétitivité se fait moins sur les prix que sur les normes. L'excédent du commerce extérieur français provient principalement des vins et agrumes, produits à très forte identité, et c'est ça que la France vend sur le plan international. Nous cherchons à vendre un modèle de la différenciation sur le plan international.

### ***Philippe Chalmin***

Je suis d'accord, mais la différenciation a ses limites. Le blé est une commodité. Les Australiens et les Canadiens ont joué la marque de la qualité. Il y aura probablement un marché pour le maïs non OGM, mais l'utilisateur n'est peut-être pas prêt à payer le prix de la traçabilité. Dans des régions françaises, cette différenciation ne joue pas pour le lait et la viande, matières premières de l'industrie alimentaire. Ce sont des produits indifférenciés. Il n'y pas une réponse, mais des réponses agricoles. Chaque exploitation agricole a une histoire spécifique. Nous avons vécu depuis 1958 au sein d'un système d'irrigation, qui fonctionnait bien même si nous perdions de l'eau. Nous évoluons vers un système de goutte à goutte, qui est plus efficace, plus administratif, mais beaucoup plus complexe.

## ***De la salle***

Les productions qui s'exportent le mieux sont le Champagne et le Cognac parce qu'elles sont liées à des marques, donc différenciés. Sans ces marques, j'ai bien peur que la production ne décline rapidement.

### ***Serge Poignant***

Il y a heureusement d'autres vins qui s'exportent.

### ***François Burgaud***

Marion Guillou affirme qu'il n'y a pas de demande sociale, et que les autorités de tutelle de l'INRA expriment un certain nombre de priorités. Le problème consiste à se demander si nous avons partagé les mêmes objectifs. Si l'on est favorable à l'émergence d'une demande sociale pour une alimentation suffisante et une protection de l'environnement, on ne peut exclure les biotechnologies de l'ensemble des techniques et investissements que l'on doit demander à la recherche privée. Certains ont pensé que les moratoires permettraient de rattraper le retard. Je crains fortement que les premières entreprises qui trouveraient des plantes résistantes soient des entreprises privées. Je redoute que ces entreprises utilisent des biotechnologies même s'il est interdit d'agir de la sorte.

## ***Serge Poignant***

Merci à tous les intervenants de ces tables rondes, merci à tous pour ces échanges intéressants. Il est intéressant de participer à ce type de colloque car cela permet d'avoir des confrontations, de discuter avec des personnes qui n'ont pas forcément le même point de vue. Nous devons rester présents sur les biotechnologies.